

Convention collective nationale

IDCC : **3241** | **TÉLÉDIFFUSION**
(2 juillet 2021)

Accord de méthode du 17 décembre 2024
relatif à la prévention des risques professionnels
(annexe 8)

NOR : ASET2451041M

IDCC : 3241

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

ACCeS ;

STP ;

Locales TV ;

SMSP,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

CGT ;

UNSA spectacle ;

F3C CFDT ;

FO Médias ;

Solidaires ;

SNPCA CFE-CGC,

d'autre part,

sont convenus ensemble de ce qui suit :

Préambule

Conformément à l'annexe 1 de la convention collective nationale de la télédiffusion, les organisations syndicales représentatives dans ce champ (le syndicat des télévisions privées, syndicat des médias de service public, l'association des chaînes conventionnées éditrices de services, le syndicat des télévisions locales, la F3C-CFDT, le SNPCA CFE-CGC, FO Médias, l'UNSA-spectacle et communication, le SNRT-CGT audiovisuel et Solidaires) se sont réunies afin d'évoquer le thème de la pénibilité. En vue de ces discussions, les représentants des entreprises de la branche ont présenté aux organisations syndicales un état des lieux des effectifs concernés par les critères de pénibilité définis par la loi (annexes 1 et 2). Cet état des lieux révèle que seulement 4 % des effectifs déclarés en 2023 dépassent les seuils de pénibi-

lité légaux. Même si cela représente plus de 700 salariés, aucun accord n'a pu être conclu à ce sujet à l'issue de ces réunions.

En revanche, il est constaté qu'une part beaucoup plus importante de salariés sont exposés à des risques professionnels. C'est dans ce cadre que des discussions portant plus largement sur ce sujet se sont nouées. Les organisations syndicales représentatives ont la volonté de négocier sur la prévention des risques par la mise en place d'un référentiel commun d'analyse des risques professionnels, de principes directeurs, de recommandations et d'actions pour accompagner les entreprises de la branche de la télédiffusion dans la prévention des risques professionnels. Elles se sont ainsi accordées sur une méthode, un calendrier et sur le recours à un cabinet spécialisé pour leur fournir un appui dans cette démarche dans le cadre du présent accord de méthode.

Article 1^{er} | Rappel du cadre légal

Le présent accord de méthode a pour but d'engager une étude des risques professionnels dans la branche de la télédiffusion (ci-après dénommée « la branche ») en vue de la création d'un référentiel de prévention des risques professionnels. Il est conclu en faveur de la prévention de l'exposition aux risques professionnels dans l'entreprise, conformément à la loi n° 2010-1330 « portant réforme des retraites » du 9 novembre 2010, de la loi n° 2014-40 du 20 janvier 2014 « garantissant l'avenir et la justice du système de retraite », de l'ordonnance n° 2017-1389 du 22 septembre 2017 et de ses décrets d'application en date du 27 décembre 2017.

Pour rappel, les employeurs d'au moins 50 salariés doivent négocier un accord ou établir un plan d'action en faveur de la prévention des effets de l'exposition à certains facteurs de risques professionnels :

- soit lorsqu'ils emploient depuis le 1^{er} janvier 2018 au moins 25 % de salariés exposés aux facteurs de risques professionnels ;
- soit, à compter du 1^{er} janvier 2019, lorsque leur sinistralité au titre des accidents du travail et des maladies professionnelles est supérieure à 0,25.

Les entreprises dont l'effectif comprend au moins cinquante salariés et est inférieur à trois cents salariés ou appartenant à un groupe au sens de l'article L. 2331-1 du code du travail dont l'effectif est inférieur à trois cents salariés, n'ont pas l'obligation de conclure un tel accord ou un tel plan d'action si elles sont déjà couvertes par un accord de branche étendu comprenant les thèmes mentionnés au 1^o de l'article L. 4162-3 du code du travail dans les conditions prévues par l'article D. 4162-3 dudit code.

Article 2 | Démarche d'analyse des risques professionnels

Les parties signataires entendent définir un référentiel de prévention des risques professionnels spécifiques au secteur de la télédiffusion et proposer des actions de prévention susceptibles d'être mises en œuvre dans toutes les entreprises de la branche.

Les parties signataires entendent être accompagnées dans cette démarche par un cabinet spécialisé, sélectionné paritairement dans le cadre d'un appel d'offres mené selon une lettre de mission (figurant en annexe 3) et un budget défini par la CPPNI de la branche et validé par l'association de gestion du paritarisme.

L'objectif de l'étude commandée à ce cabinet est de permettre aux parties prenantes de s'appuyer sur un diagnostic des facteurs de risques professionnels existant dans les entreprises de la branche. Les résultats de cette étude constitueront les bases du référentiel de prévention des risques professionnels spécifiques au secteur de la télédiffusion et serviront de fondement à la définition des recommandations qu'elles entendent mettre en œuvre et qui seront traduites dans l'annexe 8 de la convention collective de la télédiffusion relative à la prévention des risques

professionnels (également en annexe 4 du présent accord de méthode). Il est convenu que les parties se réuniront dans un délai d'un mois à compter de la réception des résultats de l'étude.

Il s'agit ainsi de déterminer quels sont les postes, métiers et situations de travail exposant les salariés aux facteurs de risques professionnels notamment ceux mentionnés à l'article L. 4161-1 du code du travail et de définir les actions concrètes favorables à la prévention de l'exposition aux risques professionnels dans les entreprises de la branche, sans oublier le suivi de ces actions.

Article 3 | Prévention des risques professionnels et commission de suivi

En vue de prévenir les effets de l'exposition aux facteurs de risques professionnels, les parties signataires ont décidé de promouvoir des actions de prévention sur la base de l'étude visée à l'article 2.

Pour rappel, même si seulement 6 des 10 facteurs de risques professionnels sont susceptibles d'ouvrir des droits au titre du C2P (activités exercées en milieu hyperbare, températures extrêmes, bruit, travail de nuit, travail en équipes successives alternantes, travail répétitif), les mesures de prévention qui seront annexées au présent accord concernent les 10 facteurs de risques professionnels définis à l'article D. 4161-1 du code du travail. Ces 10 facteurs sont les suivants :

1° Au titre des contraintes physiques marquées :

- a) Manutention manuelle de charges ;
- b) Postures pénibles définies comme positions forcées des articulations ;
- c) Vibrations mécaniques.

2° Au titre de l'environnement physique agressif :

- a) Agents chimiques dangereux ;
- b) Activités exercées en milieu hyperbare ;
- c) Températures extrêmes ;
- d) Bruit.

3° Au titre de certains rythmes de travail :

- a) Travail de nuit ;
- b) Travail en équipes successives alternantes ;
- c) Travail répétitif caractérisé par la réalisation de travaux impliquant l'exécution de mouvements répétés, sollicitant tout ou partie du membre supérieur, à une fréquence élevée et sous cadence contrainte.

Il est entendu que les notions de polyexposition à différents risques professionnels ou risques psychosociaux pourront être prises en compte dans le cadre de cette étude.

À compter de la publication des premières recommandations, les parties signataires s'engagent à se réunir tous les 2 ans pour mettre à jour les mesures de prévention définies par la branche de la télédiffusion et décider des moyens de communication auprès des entreprises du secteur.

Article 4 | Amélioration des conditions de travail, notamment au plan organisationnel

Les parties signataires conviennent qu'il est important que toutes les entreprises adoptent une démarche d'appréhension tant de la prévention de l'exposition aux facteurs de risques professionnels que de l'amélioration des conditions de travail et transmettent à la branche les bonnes pratiques adoptées.

Dès lors, les entreprises sont invitées à appréhender d'une manière globale la question de la prévention de l'exposition aux facteurs de risques professionnels ainsi que celle de l'amélioration des conditions de travail.

Pour ce faire, les parties signataires préconisent aux entreprises les axes suivants :

- analyser les solutions possibles (aménagement des postes, des conditions de travail...) pour une meilleure prévention de l'exposition aux facteurs de risques professionnels ainsi que pour l'amélioration des conditions de travail ;
- associer à cette démarche la commission santé, sécurité et conditions de travail (CSSCT), le comité social et économique (CSE) d'entreprise ou d'établissement ainsi que les services de santé au travail.

Dans ce cadre, les parties signataires incitent les entreprises à adopter le processus reposant sur les étapes suivantes :

- diagnostic préalable ;
- définition et mise en œuvre de mesures de prévention de l'exposition à des facteurs de risques professionnel ;
- suivi de l'efficacité des actions menées ;
- corrections – au besoin pour une meilleure efficacité – de ces mesures.

Article 5 | Développement des compétences et des qualifications

Il est convenu que les entreprises dont l'effectif est d'au moins trois cents salariés, formeront, au-delà des formations réglementaires, un salarié à la prévention des risques. Le choix de l'organisme formateur (obligatoirement habilité par l'INRS), la durée (durée minimale de deux jours) et l'étalement de cette formation ainsi que son bénéficiaire relèvent du chef d'entreprise après recommandation de la CSSCT ou avis du CSE à défaut. La formation sera considérée comme du temps de travail effectif et sera payée comme tel.

Article 6 | Calendrier

Définition d'une lettre de mission : le 11 décembre 2024.

Réunion de l'association de gestion du paritarisme : le 18 décembre 2024.

Lancement de l'appel d'offres : le 18 décembre 2024.

Date limite de réception des candidatures : le 5 février 2025.

Auditions des cabinets sélectionnés par la CPPNI en réponse à son appel d'offres : le 12 février 2025.

Choix du lauréat par la CPPNI : le 13 février 2025.

Remise du livrable par le lauréat sélectionné : le 5 mai 2025.

Article 7 | Dispositions finales

Article 7.1 | Durée et entrée en vigueur de l'accord

Le présent accord de méthode est conclu pour une durée indéterminée. Il entrera en vigueur le lendemain de son dépôt auprès des services compétents.

Article 7.2 | Modalités d'application de l'accord selon l'effectif de l'entreprise

Les parties signataires du présent accord considèrent qu'il n'y a pas de spécificités d'application dudit accord de méthode aux entreprises en fonction de leur taille.

Pour cette raison, aucune stipulation particulière n'a été prise pour les entreprises de moins de cinquante salariés, conformément à l'article L. 2261-23-1 du code du travail.

Article 7.3 | Dépôt de l'accord et extension

Le présent accord de méthode sera déposé auprès des services du ministère du travail et de l'emploi conformément aux dispositions des articles L. 2231-5 et suivants et D. 2231-2 du code du travail par la partie la plus diligente.

Il est convenu que l'extension du présent accord de méthode sera demandé auprès des services du ministère du travail et de l'emploi pour qu'il soit rendu obligatoire pour tous les salariés et les employeurs compris dans le champ d'application tel que défini à l'article 1^{er} de la convention collective nationale de la télédiffusion.

Fait à Boulogne-Billancourt, le 17 décembre 2024.

(Suivent les signatures.)

Annexes

Annexe 1 Seuils légaux de pénibilité

Seuils de pénibilité associés aux facteurs de risques professionnels mentionnés au I de l'article L. 4163-1 du code du travail à la date de signature du présent.

1° Au titre de l'environnement physique agressif :

Tableau – Facteurs liés à un environnement physique agressif		
Facteur de risques professionnels	Intensité minimale	Durée minimale
Activités en milieu hyperbare Lieu où la pression est supérieure à la pression atmosphérique (par exemple, sous l'eau, caisson hyperbare, enceinte de confinement de réacteur nucléaire)	1 200 hectopascals	60 interventions ou travaux/an
Températures extrêmes	Température inférieure ou égale à 5°C ou supérieure ou égale à 30°C	900 heures/an
Bruit	Exposition quotidienne à un bruit d'au moins 81 décibels pour une période de référence de 8 heures	600 heures/an
	Exposition à des bruits impulsionnels (brefs et répétés) d'au moins 135 décibels	120 fois/an

2° Au titre de certains rythmes de travail :

Tableau – Facteurs liés aux rythmes de travail		
Facteur de risques professionnels	Intensité minimale	Durée minimale
Travail de nuit – Articles L. 3122-2 à L. 3122-5 du code du travail	1 heure de travail entre minuit et 5 heures	100 nuits/an
Travail en équipes successives alternantes (exemple : travail posté en 5 × 8, 3 × 8)	Travail en équipe impliquant au minimum 1 heure de travail entre minuit et 5 heures	30 nuits/an
Travail répétitif caractérisé par la répétition d'un même geste, à une fréquence élevée et sous cadence contrainte	15 actions techniques ou plus pour un temps de cycle inférieur ou égal à 30 secondes ou 30 actions techniques ou plus par minute pour un temps de cycle supérieur à 30 secondes variable ou absent	900 heures/an

Annexe 2 État des lieux des effectifs concernés par les critères de pénibilité au sein de la branche pour l'année 2023

Conformément à l'article L. 4163-2 du code du travail, les parties au présent accord collectif ont déterminé l'exposition des salariés de la branche à des facteurs de risques professionnels mentionnés au I de l'article L. 4163-1, étant précisé que les salariés dont le contrat de travail est inférieur à 1 mois ne sont pas concernés. L'analyse ne porte donc, conformément aux dispositions ci-dessus, que sur les 6 facteurs de risques professionnels permettant d'acquérir des droits au titre d'un compte professionnel de prévention :

- liste des facteurs de risques professionnels ne concernant aucune entreprise de la branche :
 - travail répétitif caractérisé par la réalisation de travaux impliquant l'exécution de mouvements répétés, sollicitant tout ou partie du membre supérieur, à une fréquence élevée et sous cadence contrainte ;
 - bruit mentionné à l'article R. 4431-1 du code du travail ;
 - activités exercées en milieu hyperbare définies à l'article R. 4464-1 du code du travail ;
 - températures extrêmes,
- liste des facteurs dont l'évaluation est renvoyée en entreprise compte tenu du faible nombre de salariés concernés par les critères de pénibilité :
 - travail en équipes successives alternantes ;
 - travail de nuit dans les conditions fixées aux articles L. 3122-2 à L. 3122-5 du code du travail.

Critères de pénibilité	Effectif CDI branche	Effectif concerné par critères pénibilité	Ratio
Manutentions manuelles de charges		0	
Postures pénibles définies comme positions forcées des articulations		0	
Vibrations mécaniques		0	
Agents chimiques dangereux		8	
Température		0	
Activités exercées en milieu hyperbare		0	
Bruit		0	
Travail de nuit		170	
Travail de nuit en équipes successives alternantes		567	
Travail répétitif caractérisé par la réalisation de travaux impliquant l'exécution de mouvements répétés, sollicitant tout ou partie du membre supérieur, à une fréquence élevée et sous cadence contrainte		0	
Total	18 375	737	4,01 %

Aucun n'a vocation à être traité au niveau de la branche professionnelle, d'une part au regard des très faibles effectifs exposés et parce que les conditions qui les encadrent diffèrent de façon importante entre les entreprises d'autre part, ce qui ne permet pas d'en faire une analyse généralisée.

Annexe 3 Lettre de mission définie dans le cadre de l'appel d'offres

Lettre de mission dans le cadre de l'appel d'offres ouvert par la CPPNI de la télédiffusion en vue d'une étude relative à la prévention des risques professionnels

La commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation (CPPNI) de la télédiffusion est convenue, à l'issue des trois réunions qui se sont tenues et conformément à l'accord de méthode signé le 17 décembre 2024, de conduire une étude, comme le prévoit l'article 3.4 de la convention collective de la télédiffusion du 2 juillet 2021.

Cette étude portera sur l'évaluation des risques professionnels, des moyens de prévention dans les entreprises de la branche de la télédiffusion et sur la transformation des risques en lien avec l'évolution des métiers, des conditions et outils de travail. Cette étude constituera le support à l'élaboration de recommandations qui serviront de base à l'annexe 8 de la convention collective de la télédiffusion.

1. Contexte et justification de l'étude

Les dernières réunions de la CPPNI de la télédiffusion ont révélé l'absence de référentiel au sein de notre convention collective nationale pour les risques professionnels. Par conséquent, il semble nécessaire, d'une part, de les lister et de les hiérarchiser et, d'autre part, d'établir un référentiel de mesures destinées à prévenir ces risques. Il apparaît également que l'évolution de notre secteur, tant au niveau des métiers que des outils, nécessite de faire évoluer les référentiels.

Il convient aussi de relever que la structuration de notre branche comprend des entreprises de tailles très différentes avec des capacités inégales de mise en œuvre des mesures de prévention des risques.

2. Objectifs de l'étude

Face à ce constat partagé, les organisations syndicales et patronales de la branche télédiffusion proposent de mener une étude afin de synthétiser les documents déjà existants au sein des entreprises de la branche, d'identifier les pratiques de prévention des risques les plus efficaces.

Il apparaît également nécessaire de travailler à un document avec des directives claires, clairement structuré afin de garantir et faciliter la prévention des risques tout en accompagnant au mieux les entreprises dans leurs obligations, quelle que soit leur dimension.

Cette étude aura plusieurs objectifs qui s'articuleront de manière complémentaire.

- identifier : les principaux risques professionnels en les hiérarchisant, les métiers et les secteurs d'activités associés, le nombre de salariés concernés avec et sans franchissements des seuils légaux des critères de pénibilité ;
- analyser les documents actuels d'évaluation des risques professionnels (DUERP, fiches de prévention) et évaluer la pertinence des mesures de prévention face aux évolutions des risques, des outils et des métiers et ainsi de les hiérarchiser ;
- identifier les nouveaux risques professionnels liés aux changements des outils de travail, des métiers, des méthodes et conditions de travail ;

- Évaluer l'adéquation/l'efficacité des moyens de prévention actuels en fonction de ces changements ;
- formuler un socle commun de recommandations à toutes les entreprises de la branche ainsi que des actions supplémentaires afin d'aider les entreprises à adapter et améliorer leurs documents de prévention de risques professionnels.

3. Périmètre de l'étude

La collecte puis l'étude des données porteront sur un nombre significatif d'entreprises de la branche et de différentes tailles (cf. rapport Audiens – septembre 2024). Chaque organisation patronale de la télédiffusion mettra à disposition de deux ou trois DUERP.

L'analyse sera opérée par unité de travail.

Le cabinet formulera deux propositions d'étude :

- l'une traitant de l'ensemble des risques identifiés (cf. annexe 1) ;
- l'autre traitant des cinq risques les plus recensés.

Le périmètre de cette étude pourra inclure une identification de meilleures pratiques existantes dans d'autres branches professionnelles connexes pour des risques similaires afin de compléter notre démarche, identifier des solutions innovantes, et ainsi apporter de bonnes idées de mesures de prévention à recommander.

4. Méthodologie et ressources

L'étude sera menée en suivant une méthodologie à définir avec un cabinet conseil indépendant spécialisé en incluant une analyse :

- des documents d'évaluations des risques professionnels, fiches métiers et recommandations spécifiques à chaque métier ou activités ;
- des outils de travail afin de mesurer leurs impacts sur la santé et sur les organisations ;
- des nouvelles fonctions, compétences et transformations des tâches ;
- comparative entre les entreprises du secteur et d'entreprises avec une activité voisine ou connexe.

Les éventuelles ressources complémentaires nécessaires à l'étude seront définies en lien avec le cabinet conseil retenu.

5. Choix du cabinet et budget

La CPPNI a défini les cabinets qu'elle entend solliciter dans le cadre de l'appel d'offres : [XXX].

Le cabinet est sélectionné paritairement, dans le cadre d'un appel d'offres, à partir des critères suivants :

- spécialisation et expérience en accompagnement des entreprises sur l'établissement de DUERP dans le secteur audiovisuel ;
- mise à disposition de ressources expérimentées (+ 3 ans d'expérience dans la réalisation de ce type de mission) ;
- remise d'un devis détaillé précisant le nombre de jours utiles pour la mission et les tarifs journaliers de chaque intervenant ;
- préciser et détailler le type de livrable proposé.

Le budget consacré à cette mission est déterminé paritairement dans le cadre de l'association de gestion du paritarisme qui, réunie en assemblée générale, définira le montant auquel est portée la réserve actuellement de 10 000 € constituée pour ce type d'action notamment (art. 11.3 de la convention collective).

6. Livrable et calendrier

- définition d’une lettre de mission paritaire : le 11 décembre 2024 ;
- réunion de l’association de gestion du paritarisme : le 18 décembre 2024 ;
- lancement de l’appel d’offres : le 18 décembre 2024 ;
- élaboration d’une grille d’évaluation paritaire : le 22 janvier 2025 ;
- date limite de réception des candidatures : le 5 février 2025 ;
- auditions des cabinets sélectionnés par la CPPNI en réponse à son appel d’offres : le 12 février 2025 ;
- choix du lauréat par la CPPNI : le 13 février 2025 ;
- remise du livrable par le lauréat sélectionné : le 5 mai 2025.

Annexe 1

Liste non exhaustive de risques à identifier avec les situations de travail associées :

- travail de nuit ;
- travail posté en équipes alternantes ;
- troubles musculo- squelettiques (TMS) ;
- exposition aux champs électromagnétiques ;
- agissements sexistes et harcèlements sexuels ;
- harcèlement moral.

Annexe 4 Résultats de l'étude menée et actions de prévention recommandées

À compléter à l'issue de l'étude.